

LES MEDIAS EN ETAT D'ALERTE

Vladan Radosavljević

Depuis l'assassinat du Premier ministre serbe, Zoran Djindjic, la situation a radicalement changé. Rafles policières dans les rues et les lieux publics, fréquentes arrestations, communiqués politiques émis quotidiennement sous forme de consignes, interdiction de certains partis politiques et contrôle de l'activité des médias - tout cela est une illustration de l'état d'urgence tel qu'il a été récemment instauré. Pourtant, malgré le fait que l'activité de la presse; de la radio et de la télévision ait été strictement délimitée et qu'elle pourrait éventuellement être interdite ou censurée, l'attention des autorités serbes ne semble pas vraiment centrée sur les médias. Sept jours après l'assassinat du Premier ministre, l'action est surtout orientée vers un règlement de comptes avec le crime organisé et, dans cette situation, les médias s'y retrouvent plus ou moins eux-mêmes, présentant ce qui pourrait ou non être autorisé.

L'article neuf de "l'Ordonnance sur les mesures applicables en cas d'état d'urgence en Serbie", promulguée le 12 mars, immédiatement après l'annonce officielle de la mort de Djindjic par Natasa Micic, Présidente par intérim de la Serbie, se rapporte exclusivement à l'activité des médias et interdit toute publication d'informations sur les raisons de la proclamation de cet état d'urgence, mis à part la reproduction des communiqués officiels émis par les organes de l'Etat compétents. En cas de violation de cette interdiction, les rédacteurs, journalistes et médias eux-mêmes se verraient infliger des amendes particulièrement sévères. Le Ministère de la culture et de l'information peut interdire la parution d'un journal ou la diffusion d'un programme radiophonique ou télévisuel s'il estime que les conditions l'exigent.

Dès leur publication, ces mesures, particulièrement strictes, donnaient à penser que les quotidiens ne sortiraient que sur deux pages au plus et que les informations à la radio et la télévision dureraient à peine quelques minutes. Ce dilemme a été en partie résolu après une réunion urgente organisée par le gouvernement serbe quelques heures seulement après la proclamation de l'état d'urgence. Les membres du gouvernement, dirigés par leur vice-président Zarko Korac, se sont efforcés d'expliquer aux rédacteurs et directeurs ce que l'on

attendait d'eux : éviter tout commentaire, recherche du sensationnel, évaluation de la situation, prévision de l'avenir ou publication de tout ce qui pourrait troubler l'efficacité et le bon déroulement de l'enquête. Formules qui ne veulent pas dire grand chose, mais les rédacteurs des médias ont pourtant quitté la réunion convaincus que le gouvernement lui-même, en ce moment de chaos et de panique totale, ne savait pas exactement ce qu'il voulait, tout en ayant aussi l'impression que l'état d'urgence n'avait pas été proclamé dans l'intention de réduire la liberté de la presse, mais avant tout pour traquer les criminels. La collaboration des médias à cette immense et importante tâche étant nécessaire, et plus que bienvenue.

D'une manière générale, c'est ainsi que l'on pourrait décrire l'offre médiatique en Serbie sept jours après l'attentat - les médias ont été unanimes à condamner cet acte tragique et estiment tous que le Premier ministre assassiné avait beaucoup fait pour la démocratisation du pays; la presque totalité des médias approuvent l'action du gouvernement, les mesures adoptées n'ont fait l'objet d'aucune critique, les communiqués des partis s'étant déclarés contre l'introduction de l'état d'urgence n'ont pas été publiés, ou réduits à une seule phrase. Mais d'un autre côté, la presse, la radio et la télévision regorgent de reportages sur l'arrestation et la recherche des criminels; les stations de radio et de télévision diffusent en permanence des reportages en direct à partir des lieux où l'on s'attend à ce que la police intervienne et les nouvelles provenant de "sources sûres" ou débutant par la phrase " nous apprenons en exclusivité" - ne sont pas rares.

En d'autres termes, on a l'impression que pour le moment, les médias et les membres du gouvernement chargés d'en contrôler l'activité, encore sous le choc et écœurés par ce crime, ont trouvé un terrain d'entente. D'un autre côté, le public ne peut pas se plaindre d'être mal informé, la police d'être gênée dans son travail par l'activité des médias, et le tirage de ces derniers n'a pas baissé. De plus, depuis le mercredi 12 mars; jour où l'on a tiré sur le Premier ministre Djindjic, en Serbie la soif d'information est identique, ou même peut-être supérieure à ce qu'elle était au cours des premiers jours du bombardement de la Yougoslavie, au printemps 1999.

Il y a pourtant déjà certaines exceptions. Le ministère de la culture et de l'information a maintenu l'interdiction de parution du quotidien Nacional, de l'hebdomadaire Identitet, ainsi que la distribution du journal d'opposition monténégrin Dan, rédigé et imprimé à Podgorica.

Nacional, depuis déjà longtemps peu favorable au gouvernement de la Serbie, a été provisoirement interdit pour avoir publié plusieurs textes sur les raisons de la proclamation de l'état d'urgence. L'éditeur de ce journal devra également payer une amende de 8.500 euros, les

directeur et rédacteur en chef de 1.700 euros chacun. Le cas d'*Identité* est un peu différent. Cet hebdomadaire publiait depuis déjà des mois des articles consacrés à la criminalité, tout en suggérant dans presque chacun des textes que les principaux inspirateurs de ces crimes devaient être recherchés au sein même du gouvernement serbe, allant jusqu'à accuser aussi son président, Zoran Djindjic. Après la proclamation de l'état d'urgence, cette revue n'a plus paru et la police a arrêté son rédacteur en chef, Gradisa Katic, estimant que le principal suspect dans l'affaire de l'assassinat de Djindjic était précisément le propriétaire et sponsor d'*Identité* - Miodrag Lukovic Legija. Le journal d'opposition *Dan* (il faut tenir compte du fait que l'actuelle opposition monténégrine est composée de partis ayant soutenu l'ancien régime de Milosevic) avait décrit d'une manière grossière, insolente presque, ce tragique événement, suggérant que le Premier ministre serbe n'avait eu que ce qu'il méritait. La proclamation de l'état d'urgence ne touchant pas le Monténégro et le gouvernement serbe ne pouvant interdire ce journal, la seule solution était d'en empêcher la distribution. Par ailleurs, *Vecernje novosti*, le quotidien au plus gros tirage, a reçu un avertissement du Ministère de la culture et de l'information pour avoir procédé à un reportage sur le lieu où vivait l'un des criminels arrêtés et interviewé son père.

Selon certaines indications provenant d'importants centres de prise de décision, l'état d'urgence devrait être prolongé en Serbie tout au long du mois prochain et donc aussi la censure imposée aux médias. Mais on peut difficilement imaginer que la presse et les médias électroniques, qui ont acquis leur liberté il y a de cela deux ans, malgré toute leur compréhension pour les impératifs posés par l'enquête et autres raisons invoquées par les autorités, puissent supporter cette censure aussi longtemps. C'est sans doute pour cela que l'on s'attend dans les prochains jours à un nouveau compromis entre le gouvernement et les médias en vue de préciser ce qui est interdit ou ne l'est pas et s'efforcer de promouvoir à nouveau la liberté de l'information, en dépit de l'état d'urgence. Naturellement, un conflit entre les deux parties est inimaginable.

Cette entente mutuelle et actuelle compréhension est le résultat de l'authentique tristesse de l'ensemble du public suite à la mort du Premier ministre; de l'inquiétude générale concernant le sort de la démocratie en Serbie et son inclusion aux courants intégratifs et de la conviction générale qu'il faut tout faire, même s'il faut pour cela porter atteinte à la liberté de la presse, afin de barrer une fois pour toute la route aux criminels. Ce but semble à tous si important que rares sont ceux qui en ce moment jugent de manière critique les efforts

entrepris par le gouvernement de Serbie. Naturellement, dans la mesure où son action restera rapide et efficace.

Vladan Radosavljevic est journaliste et rédacteur en chef de la maison de production MREZA, Belgrade. Traduction : N.D. © Media Online 2003. All rights reserved.